



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT VALLESPER

DELIBERATION

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux mai, à dix-huit heures et trente minutes, les membres du Conseil Communautaire, régulièrement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de la Commune de Coustouges, lieu préalablement choisi par ses membres, sous la présidence de Monsieur Claude FERRER, Président.

La convocation a été transmise par voie dématérialisée le 16 mai 2025.

Etaient présents (25) :

- **Conseillers d'Amélie-les-Bains-Palalda** : MMES Marie COSTA, Michelle DUNYACH, MM Richard COLL, Frédéric DEPERROIS, Jean-Victor HERETE, Alain LLAURENSY.
- **Conseillers d'Arles sur Tech** : MM Jean-Marie CORCOY, Jérôme MOLAS, David PLANAS, Jean-Louis VIRGILI, André XIFFRE.
- **Conseiller de Corsavy** : M. Antoine CHRYSOSTOME.
- **Conseiller de Coustouges** : M. Michel ANRIGO.
- **Conseiller de La Bastide** : M. Daniel BAUX
- **Conseiller de Lamanère** : -
- **Conseiller de Le Tech** : M. Guillaume CERVANTES.
- **Conseiller de Montbolo** : MME Martine PADROSA, suppléante
- **Conseiller de Montferrer** : M. Jean-Marie GOURGUES.
- **Conseillers de Prats-de-Mollo-La Preste** : MME Jeanne MAISON, M. Claude FERRER.
- **Conseillers de Saint Laurent de Cerdans** : MME Marie-Madeleine SAN JUAN et MM Yves BENASSIS, Louis CASEILLES.
- **Conseiller de Saint Marsal** : M. Guy METIVIER.
- **Conseiller de Serralongue** : M. Philippe JUANOLA.
- **Conseiller de Taulis** : MME Martine MAUGUIN.

Absents excusés (5) MMES Catherine BARNEDES, Simone BERIO, Gisèle JUANOLE, Jocelyne RIBUIGENT, Magali YOVANOVITH.

Pouvoirs (5) : MMES Martine BONASTRE (procuration à Daniel BAUX), Anne-Marie GRAVE, Danielle HERBAIN (procuration à Marie COSTA), MM Bernard REMEDI (procuration à Jeanne MAISON), Alexandre REYNAL (procuration à Louis CASEILLES).

Soit 25 membres présents sur un effectif de 35, le quorum est atteint.

Monsieur David PLANAS est élu secrétaire de séance.

OBJET : RESSOURCES HUMAINES : Remboursement de frais exposés par un agent

Monsieur le Président expose qu'un agent victime d'un accident de service a dû faire face à des dépenses imprévues.

En effet, le lundi 17 mars 2025, l'agent qui effectuait une mission d'entretien dans les locaux de l'école de Palalda s'est blessé à la tête en se cognant contre la crémone d'une fenêtre ouverte.

Un certificat de prise en charge signé par l'autorité territoriale lui a été délivré afin de prendre en charge les frais occasionnés. Toutefois, certaines fournitures pharmaceutiques prescrites par le médecin n'ont pas fait l'objet d'une prise en charge par l'assurance maladie. L'agent a donc dû régler directement la part non prise en charge pour un montant de 14,80 euros.

Or, la circulaire NOR/MCT/B/06/00027/C du 13 mars 2006 relative à la protection sociale des fonctionnaires indique que le fonctionnaire territorial, victime d'un accident de service a droit au remboursement par sa collectivité des honoraires médicaux et des frais directement entraînés par l'accident.

L'annexe 2 à cette circulaire dresse en outre la liste des frais susceptibles d'être pris en charge par l'autorité territoriale notamment le point 3° « les frais de médicaments, d'analyses et examens de laboratoires et fournitures pharmaceutiques autres que les médicaments ».

Compte tenu des circonstances, Monsieur le Président propose donc au Conseil Communautaire d'autoriser le remboursement des frais à l'agent concerné.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **PREND ACTE** des frais exposés par l'agent, dans le cadre de son accident de service du 17 mars 2025, pour l'achat de fournitures pharmaceutiques d'un montant de 14,80 euros ;
- **AUTORISE** le remboursement desdits frais à l'agent concerné ;
- **AUTORISE** le Président à signer tous documents afférents à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,
« Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations. »

Certifié exécutoire après :

Transmission en Préfecture le :

Publié sur le site internet :

Fait à Arles sur Tech, le 22 mai 2025,

Le secrétaire de séance

David PLANAS

Le Président

Claude FERRER

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité décisionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, par courrier (TA MONTPELLIER 6 rue Pitot-34000 Montpellier) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, et ce dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.